Il est généralement admis qu’il existe différents moyens pour effectuer des paiements dont nous énumérons ci-après les principaux :

* [Le chèque](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407098-les-differents-moyens-de-paiement/#cheque)
* [Les cartes bancaires](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407098-les-differents-moyens-de-paiement/#cartes-bancaires)
* [Les espèces](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407098-les-differents-moyens-de-paiement/#especes)
* [Les autres moyens de paiement](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407098-les-differents-moyens-de-paiement/#autres-moyens-de-paiement)

De prime abord et avant de parler des instruments de paiements, il est important de bien faire la distinction entre les instruments de paiement et les techniques de paiement.

**Distinction entre un instrument de paiement et une technique de paiement**

Un instrument de paiement a pour finalité le transfert des fonds du payeur vers le payé ; soit le débit du compte du payeur et le crédit du compte du bénéficiaire.

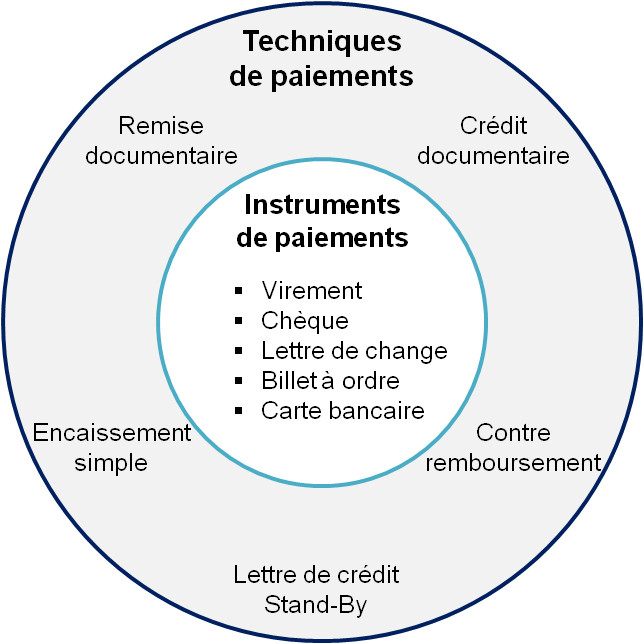
La technique de paiement quant à elle a pour but de s’assurer que toutes les conditions sont réunies pour que le paiement soit effectué.

L’objectif premier d’une technique de paiement est d’éviter le non paiement.

La technique de paiement englobe l’instrument de paiement comme on peut le voir dans le schéma ci-dessous.

Lorsque les parties (importateur et exportateur) établissent le contrat, il est indiqué la technique et quels instruments de paiement seront utilisés pour éviter des malentendus et des déceptions plus tard.

Une remise documentaire peut très bien être utilisée avec un virement ou un chèque ou une lettre de change comme instrument de paiement. Tout dépend de ce qui a été convenu entre les parties.

[](http://www.comprendrelespaiements.com/wp-content/uploads/2014/10/techniques-vs-intruments-de-paiement.jpg)

**Définition sommaire de l’instrument de paiement :**

L’instrument de paiement est la forme matérielle qui sert de support au paiement. C’est le véhicule monétaire qui annule la dette contractée auprès du créancier.

* **Le chèque**

**Plan de développement du thème :**

* **Définition du chéque**
* **l’émission**
* **la transmission**
* **l’aval**
* **le paiement**
* **les incidents de paiement**
* **la prescription**

**I/- Définition** :

Le chèque est un écrit par lequel une personne, dénommée tireur, donne l'ordre à une autre personne, dénommée tiré, de remettre, sur présentation de l'écrit, des fonds lui appartenant et disponibles, à un tiers bénéficiaire, porteur du chèque, ou à elle-même.

 Le chèque est un instrument de paiement néanmoins son usage n’est pas obligatoire dans toutes les transactions et ne peut pas être imposé par le débiteur au créancier que dans la limite de la réglementation..

**II – L’émission**

**A - Conditions de forme**

 Pour être valable et selon les dispositions de l’article 472 du code de commerce , un chèque doit contenir les mentions ci-après déterminées .

* + **1. le mot ou la dénomination « chèque » ;**
  + **2. le nom du banquier tiré.**
  + **3. l'ordre ou le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;**
  + **4. l'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer.** Lorsque le lieu de paiement n'est pas indiqué, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être ce lieu de paiement.
  + **5. la signature du tireur,**
  + **6. la date exacte de sa création.**
  + **7. le lieu de l'émission**. Si le lieu d'émission n'est pas mentionné, ce lieu est réputé être celui désigné à côté du nom du tireur

 En outre, le chèque doit mentionner :

**- le nom et l'adresse du titulaire du compte**

* **Signature du chèque**

 On admet en général qu'à l'exception de la signature, le chèque peut être écrit par n'importe quel procédé : à l'encre, dactylographié, imprimé. Mais la signature doit être manuscrite

 La banque ne peut honorer des chèques signés à la griffe que si un accord, au moins tacite, a été passé en ce sens avec son client.

 Il faut en outre que ces formules de chèques soient barrées d'avance et rendues,  par une mention expresse du banquier, non transmissibles  par voie d'endossement, sauf au profit d'une banque, d'une caisse d'épargne ou d'un établissement assimilé.

Le chèque peut être destinée à

- Une personne dénommée, avec ou son clause (ordre)

- Une personne dénommée, avec la clause (non à ordre) ou autre clause

équivalente.

- Au porteur (article 476 du code de commerce)

Le cheque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas différence pour la somme écrite en toutes lettres ( art 479 du CC.)

**B – Parties (tireur, tiré, bénéficiaire)**

* + Tireur : titulaire du compte, personne capable
  + Tiré : l’article 474 du CC précise que l’entité tenant le compte du tireur, à qui l'ordre de payer est donné ne peut être qu’une banque, une entreprise ou un établissement financier, sur le service des chèques postaux , le service des dépôts et consignations, le trésor public ou une recette des finances ainsi que les caisses de crédit agricole .
  + Bénéficiaire : Personne désignée comme destinataire des fonds.

**C – Provision (conditions, sanctions du défaut de provision)**

Elle doit exister au jour de l’émission (problème des dates de valeur).

Elle doit être préalable et disponible à l’émission du chèque.

La propriété de la provision est transmise au bénéficiaire dès la date d'émission du chèque.

 L'émission suppose un dessaisissement volontaire du tireur.

 Il est à noter que l'augmentation du nombre des chèques émis sans la provision nécessaire et les perturbations qu'elles entraînent dans les circuits commerciaux ont amené les pouvoirs publics à réglementer de façon de plus en plus stricte cette matière, en donnant aux banquiers et à la Banque d’Algérie une grande importance dans la prévention de l'émission de chèques sans provision et, d'autre part, en mettant en place un système de répression strict..

 Dans de tels cas, l'absence ou l'insuffisance de la provision sera considérée comme constituant le motif déterminant du rejet et entraînera l'application de la procédure applicable aux chèques sans provision (injonction, interdiction...) sauf en cas :

* + d'irrégularité substantielle du titre : ratures, surcharges ou traces de falsification, absence d'une mention essentielle à la validité du chèque, absence de signature ou fausse signature... ;
  + d'opposition régulière au paiement du chèque
  + de prescription du chèque ;
  + d'incapacité ou de défaut de pouvoir du tireur

**III – La transmission**

 Sauf dispositions contraires, un chèque peut être endossé par plusieurs endosseurs successifs.

Les articles de 485 à 496 du C.C réglemente la transmission du chèque par la voie d’endossement.

 Dans ce cas le banquier tiré doit vérifier la capacité de son remettant et la régularité formelle de la suite des endossements mais n'a pas l'obligation de vérifier l'authenticité de chacune des signatures, ni la qualité des endosseurs.

 L'endosseur transmet la propriété de la provision en même temps que le chèque et il est garant du paiement de ce chèque vis-à-vis de la personne à qui il l'a transmis

 Le bénéficiaire de l'endossement a tous les droits du porteur de chèque.

 Il est possible d'interdire la transmission d'un chèque par la voie de l'endossement en stipulant que le chèque est payable au profit d'une personne dénommée avec la clause « non à ordre ». (ou chèque barré : endos simple)

**IV/ L’AVAL**

le paiement d’un chèque peut être garanti par un aval

l’aval est donné soit sur le chèque soit sur une allonge soit par acte séparé .Il est exprimé par la mention « bon pour aval » et signé par le donneur d’aval (art 498 du code de commerce)

les dispositions de l’article 499 du Code de commerce traite des obligations du donneur d’aval.

**v – Le paiement (présentation, obligations du banquier, recours en cas de défaut de paiement)**

* **Présentation :**

le chèque étant payable à vue , c’est un effet qui peut étre presenté à l’encaissement dés le jour de son émission .

conformément aux dispositions de l’article 501 du code de commerce , un chèque émis et payable en Algérie doit être présenté au paiement dans un délai de vingt (20) jours.

Le chèque émis à l’étranger et payable en Algérie doit être présenté au paiement dans des délais variant de trente (30) à soixante dix (70) jours selon le pays d’émission.

* **Obligation du banquier**

  Seule l'émission d'un chèque entraîne la transmission de la provision au profit de son bénéficiaire.

La banque tirée doit lorsqu’il y’a provision payer même au delà du délai de présentation.

Il n’est admis d’opposition au paiement du chéque par le tireur qu’en cas de perte, de vol ou de faillite du porteur (art 503).

Pour les autres cas d’apposition le porteur peut recourir au juge des référés pour la levée de cette opposition.

Le porteur ne peut pas refuser le paiement partiel du chèque. Mention doit être portée sur le chèque.

Le paiement d’un chèque d’une façon régulière et sans opposition a valeur libératoire (art 506).

* **Le recours faute de paiement**

Le porteur peut diriger ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés si le chèque présenté en temps utile n’est pas payé et si le refus de paiement est constaté par protêt (art 515).

Le protêt doit être fait avant les délais d’expiration.

Le tireur et l’ensemble des endosseurs sont tenus solidairement par le paiement du chèque ( art519).

* **Les incidents de paiement**

Au regard des dispositions de l’article 526 du code de commerce, les banques et les institutions financières et avant toute délivrance d’un chéquier à un client doivent consulter le fichier des incidents de paiement de la centrale des impayés de la banque d’Algérie art 525).

L’incident de paiement doit être déclaré par le tiré dans les quatre (04) jours qui suivent sa survenance (art 526).

**Conséquence d’un incident de paiement à l’endroit de l’émetteur (526 bis 2 à 526 bis 6) :**

* Injonction de régularisation de l’impayé dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de son envoi.
* Prononciation de la mesure d’interdiction de chéquiers en cas de non régularisation de l’impayé dans les délais prévus ou en cas de récidive dans les douze (12) mois suivant le premier incident.
* Reconduction de la mesure d’interdiction pour cinq (05) ans si la régularisation de l’impayé n’est pas effectuée dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de l’injonction. En cas de régularisation dans les délais, le tireur recouvre la faculté d’émettre des chèques après paiement de la pénalité libératoire.
* Jusqu'à régularisation, ou à défaut, jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans, seules peuvent être remises à ces personnes des formules de chèques permettant un retrait de fonds par le tireur auprès du tiré, ou des chèques certifiés .
* Le tireur s’exposent à des poursuites pénales (art 526 bis 6)

**- La prescription**

Le porteur d’un chèque doit se conformer à des délais pour faire valoir ses recours :

* Contre le tireur, les endosseurs et les autres obligés : un délai de six (06) mois à partir de l’expiration du délai de présentation.
* Des divers obligés, les uns contre les autres : un délai de six (06) mois à partir du jour ou l’obligé a remboursé le chèque ou du jour ou il a été lui-même actionné.

L’action du porteur du chèque à l’encontre du tireur se prescrit par trois (03) ans à partir de l’expiration du délai de présentation.

**VI/LES AUTRES FORMES DU CHEQUE**

**Le chèque certifié :**

**Définition :**

La certification du chèque est une opération qui consiste pour une banque à attester de l'existence du montant de provision d'un chèque émit par le titulaire d'un compte et à bloquer cette provision au profit du porteur jusqu'à prescription du chèque.

Un chèque certifié doit contenir la mention « certifié pour la somme de ... » ainsi que la date et le nom de l'établissement de certification.

La certification peut être faite suite à la demande du tireur ou de bénéficiaire, elle ne peut être qu'en cas d'insuffisante de provision

La comptabilisation d'un chèque certifié, la création du chèque certifié, donne lieu à l'opération suivante : la banque débite la compte ordinaire du client et crédite le compte de la banque.

**le chèque barré**:

**Définition :**

Pour limiter les risques de perte ou de vol, le chèque peut faire l'objet d'une formalité qui est lui spéciale, ce dernier peut être effectuer par le tireur ou un porteur et ce en traçant deux barres parallèles au recto du chèque, ce barrement peut être générale ou spécial.

Le barrement est dit général lorsqu’ aucune mention n’est porté entre les deux barres. Selon l'article 513 du code du commerce Algérien « un chèque à barrement générale ne peut être payé par le tiré qu'à une banque, à la poste ou un client du tiré »

Quand au barrement spécial, il peut comporter être les deux barres, le nom d'une banque et ne peut être payé par tiré qu'à une banque désignée.

Le barrement spécial est utilisé pour limiter les risques, car son porteur ne peut procéder à son encaissement qu'en possédant un compte auprès de l'établissement désigné .

**le chèque visé :**

**Définition :**

Un chèque visé est un chèque ordinaire dans lequel la banque se porte garante, lors sa création, de l'existence de la provision du chèque sur lequel le tiré a

apposé son visa. Ce visa indique que la provision existe à la date de l'établissement de ce visa.

**Différence entre le chèque visé et le chèque certifié** :

Dans le cas d'un chèque certifié, la provision correspondante est bloquée et affectée au paiement de ce chèque jusqu'au terme du délai de présentation, ce qui n’est pas le cas pour le chèque visé payable ou le tiré se contente de constater la provision uniquement le jour du visa.

**lE chèque de banque** :

**Définition :**

C'est un chèque qui est émit par une banque soit sur l'une de ces agences, soit sur une autre banque, le porteur du chèque pour être assuré de son paiement pendant toute la durée de validité du chèque.

**LES CARTES BANCAIRES**

En terme de produits bancaires monétique, il existe la carte bancaire. Celle-ci peut revêtir plusieurs forme :

* les **cartes de retrait** qui permettent de retirer de l'argent dans les distributeurs automatiques du réseau bancaire dans lequel est ouvert le compte, de consulter ses comptes, d'effectuer des dépôts, de commander des chéquiers ;
* *les* ***cartes de paiement contrôlé****, qui nécessitent un contrôle systématique* de la provision du compte. Si le compte ne dispose pas du solde nécessaire, le paiement est refusé.
* les **cartes de paiement classique** qui permettent, en plus des opérations précitées, de payer directement chez les commerçants et d'effectuer des achats à distance (Internet et téléphone). Elles sont à débit immédiat ou différé, c'est-à-dire que le compte est immédiatement prélevé au moment de la transaction, ou les paiements sont regroupés et débités globalement, une fois dans le mois.

**Particularités de cartes monétiques**

* lorsque le client se trompe trois fois de code lors d'un retrait, sa carte est avalée par l'appareil. Il doit alors se présenter au guichet de la banque à laquelle appartient le distributeur pour se la faire restituer.
* Les commerçants affichant le sigle « CIB » ne peuvent refuser le paiement par carte.
* Comme pour les chèques.et en cas de perte ou de vol, le titulaire de la carte doit faire opposition le plus rapidement possible en appelant sa banque. Il doit par

la suite faire une déclaration de perte auprès d’un commissariat de police ou de la gendarmerie et confirmer l'opposition à votre banque, par écrit..

* une banque ne peut obliger un client à prendre une carte ;
* il est bon, quand cela est possible, de demander un ticket lors d'un retrait d'argent ;
* il ne faut pas jeter un ticket relatif à un retrait car il contient de précieuses informations ;
* ; Contrairement au chéquier, les [cartes bancaires](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407100-la-carte-bancaire/) sont payantes. Leur montant dépend des prestations offertes.

**IMPORTANT**

Il est nécessaire de taper son code à l'abri des regards indiscrets.

Depuis quelques années, le paiement sans contact se généralise à toutes les cartes de paiement. La puce permet au consommateur de payer en approchant sa carte à moins de 4 centimètres d'un terminal équipé d'une antenne. Le paiement est sécurisé mais est pour l'heure limité aux montants inférieurs à 20 ou 30 euros comme c’est le cas pour certains pays européens.

**LES ESPECES**

Le paiement en espèces (en pièces de monnaie et billets) n’est pas réglementé en Algérie.

Par contre en Europe comme aux états Unis par exemple. Il est interdit de régler en espèces au-delà de certains montants.

En Europe, il n'est possible de payer un professionnel (commerçant, artisan, etc.) que jusqu'à 1 000 euros et jusqu'à 15 000 euros si votre domicile fiscal est à l'étranger. Ces montants sont différents s'il s'agit d'un paiement dans le cadre d'une activité professionnelle.

Le règlement d'un salaire ne peut être fait en espèces au-delà de 1 500 euros. Idem pour les transactions immobilières. Mais cette fois, le montant maximum qu'il est possible de régler en espèces est de 10 000 euros.

Il est à noter qu'il est interdit de refuser un paiement en espèces lorsque la somme ne dépasse pas les plafonds précédemment cités. Cependant, un professionnel n'est pas tenu d'accepter un paiement en espèces lorsque celui-ci est constitué de plus de 50 pièces de monnaie.

**LES AUTRES MOYENS DE PAIEMENT**

* [**le prélèvement**](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1408482-le-prelevement-mensuel-automatique/)**,** dont on se sert souvent pour payer à date fixe des sommes qui ne varient pas, nécessite que le titulaire du compte remplisse une autorisation et qu'il fournisse un [relevé d'identité bancaire](http://www.journaldunet.com/business/dictionnaire-economique-et-financier/1199203-rib-releve-d-identite-bancaire-definition-traduction/) (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP, délivré par La Poste).
* [**le virement**](http://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/1407106-virement-sepa-quel-cout-et-quel-delai/) est un ordre donné à la banque de transférer une somme sur un autre compte qui n'appartient pas nécessairement à la même banque ou au même réseau bancaire que le titulaire du compte.
* **le titre interbancaire** est une sorte de coupon qui est adressé par un créancier au titulaire du compte. Celui-ci doit le retourner signé, accompagné d'un RIB, à l'expéditeur. Il est ensuite transmis à la banque qui effectue le prélèvement.- **le transfert d'argent par mandat cash**, **postal** ou **international**, qui permet, à la différence d'un virement, de donner ou recevoir de l'argent en liquide sans passer par un compte bancaire.

----------------------------------------------------------------------------------------------